

D'IMPORTANTES DÉCISIONS SERONT BIENTÔT PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

Industrie automobile : le bricolage, c'est fini !



Le nouveau ministre de l'Industrie et des Mines, Mehdjoub Bedda, voudrait donner un nouvel élan aux projets viables et parer à une nouvelle gabegie. Lecture...

Le secteur de l'industrie automobile en Algérie connaîtra bientôt une reconfiguration en profondeur. La dernière sortie du ministre de l'Industrie et des Mines, Mehdjoub Bedda, se veut un avant-goût de ce que devra être demain le nouveau paysage automobile, et ce, avec l'arrivée de nouveaux constructeurs à la hauteur des attentes du gouvernement.

M. Bedda l'a si bien dit, mais sans aller jusqu'au bout de sa pensée. Pourtant, sa déclaration ne souffre aucune ambiguïté. "Le gouvernement va continuer à discuter avec Ford, Peugeot, Nissan et d'autres (Toyota et Hyundai, ndr). Bien au contraire, nous voulons travailler avec les grands constructeurs", avait affirmé le ministre. Autrement dit, les grands projets en souffrance, comme ceux de Nissan Algérie, Peugeot Algérie, Ford et Toyota Algérie, connaîtront un dénouement qui répondrait aux vœux de ces grandes firmes plus que jamais décidées à installer des lignes de montage en CKD en Algérie, avec un transfert de technologies et un taux d'intégration important. Ces projets viendront s'ajouter aux deux autres qui font actuellement "l'actualité industrielle en Algérie", en l'occurrence ceux de Renault Algérie Production (RAP) et Volkswagen avec ses 4 marques, à savoir VW, Seat, Skoda et VW Utilitaire.

Si pour le premier, les choses se sont éclaircies au fil du temps avec le lancement d'un second modèle et bientôt d'un troisième modèle, avec un taux d'intégration en croissance, pour le second, en revanche, il faudra attendre la fin du mois pour connaître les intentions du groupe Sovac et des Allemands, sachant que le patron

du groupe Sovac aura joué à la transparence jusqu'au bout en affirmant que l'intégration viendra au fil du temps. En revanche, le même paysage ne sourira pas à ceux qui, jusqu'ici, traînent encore sans pour autant se lancer véritablement dans cette stratégie gouvernementale. Sans les citer, M. Bedda accuse : "Nous disons que les gens qui n'ont rien à voir avec le secteur ne devraient pas investir dans ce domaine (...) Malheureusement, il y a des personnes dont l'objectif principal est d'amasser de l'argent au détriment de l'intérêt général." La messe est dite : ceux qui n'ont pas atteint leurs objectifs baisseront le rideau pour laisser la place aux investisseurs. D'autant que le ministre a placé la barre très haut en affirmant que, désormais, les constructeurs devront également mettre le cap sur l'exportation pour mettre fin aux importations déguisées et à la surfacturation. M. Bedda n'a pas cité ces constructeurs "réfractaires" à la stratégie de l'État. Il se limitera à dire que son ministère "procède à l'évaluation des taux d'intégration avancés par tous les constructeurs. L'objectif n'a pas été atteint semble-t-il, puisqu'on a continué à importer les pièces pour fabriquer les voitures. Les kits pour le montage de véhicules sont inscrits dans la catégorie importations intermédiaires. On aura les chiffres exacts quand le groupe de travail aura terminé son évaluation (...) on ne veut pas bloquer les projets, mais lutter contre les formes d'importation déguisée. On les relancera pour qu'ils s'alignent sur le cahier des charges que nous sommes en train de revoir". Et de conclure : "Des décisions vont être prises". Lire : usines de montage non viables seront fermées. Il faut savoir qu'usine de montage et/ou de fabrication automobile devra enregistrer au moins 40% de taux d'intégration et un volume de production de 100 000 unités/an pour être considérée comme un projet viable. Et c'est face à cette politique suicidaire à laquelle certains constructeurs se livrent que M. Bedda a lancé ce message on ne peut plus clair pour parer à une nouvelle gabegie.

FARID BELGACEM